

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/PanamaLa-grace-de-terroristes-anticastristes-telephonee-par-le-grand-frere-du-nord-met-dans-l-embarras-le-gouvernement-entrant>

PanamaLa grâce de terroristes anticastristes téléphonée par le grand frère du nord met dans l'embarras le gouvernement entrant.

Date de mise en ligne : vendredi 27 août 2004

- Les Cousins - Amérique Centrale et Caraïbes -

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Sans attendre la prise de pouvoir de Martín Torrijos mercredi, la présidente panamienne a forcé hier la rupture des relations avec Cuba.

Página 12, 26 août le 2004

[Leer en español!](#)

[<http://www.elcorreo.eu.org/IMG/jpg/doc-202.jpg>] Panama a gracié hier quatre condamnés cubains pour une tentative d'assassinat contre le chef Fidel Castro et la décision a provoqué la rupture formelle des relations diplomatiques entre ce pays et Cuba. La présidente panamienne, Mireya Moscoso, a décrété la grâce quelques heures avant l'aube pour les cubains Luis Posada Carriles, Pedro Crispín Remón, Gaspar Jiménez Escobedo et Guillermo Novo Sompoll, ceux ci sont immédiatement partis certainement dans un vol privé vers les Etats-Unis. Moscoso a pris cette décision sans la signaler au président élu, Martín Torrijos. Torrijos, qui prend ses fonctions le 1er de septembre, a dit par le biais de son porte-parole qu'il s'efforcera de régulariser les liens de son pays avec Cuba. Dimanche passé Cuba avait menacé de rompre automatiquement les relations diplomatiques avec Panama si la grâce avait lieu.

Moscoso a toujours nié ses intentions de gracier ces cubains, mais mardi elle a dit qu' elle avait reconsidéré cela, étant donné les menaces du gouvernement de Castro. Le ministre du Gouvernement et Justice, Arnulfo Échelonne, a indiqué que les grâces ont été publiées mercredi dans la nuit dans le périodique officiel la Gazette, une démarche peu commune. Moscoso a décidé de les gracier quatre jours avant la fin de son mandat -le 1er de septembre- en faveur du social-démocrate Martín Torrijos. Les quatre graciés ont été arrêtés, jugés et condamnés à Panama pour avoir projeté une tentative d'assassinat contre Castro pendant le Sommet Latino-américain se tenant dans la Ville de Panama en 2000. Posada Carriles, âgé de 76 ans, est accusé par La Havane de plusieurs crimes durant les 40 dernières années. À Washington, le Département d'État a nié hier avoir fait pression sur Panama pour accorder les grâces. "Ce fut une décision prise par le gouvernement de Panama. Nous n'avons jamais fait une quelconque pression sur le gouvernement panaméen pour qu'il pardonne les personnes impliquées dans cette affaire ", a indiqué Adam Ereli, porte-parole du Département d'État.

[<http://www.elcorreo.eu.org/IMG/jpg/doc-203.jpg>] Les quatre cubains, en détention depuis le 16 novembre le 2000, ont été condamnés par un tribunal panaméen en avril dernier à des peines de 7 et 8 années de prison pour association illicite, possession d'explosifs et d'atteinte contre la sécurité de l'État, mais non pour tentative de meurtre à Fidel Castro, comme le prétendait La Havane. Au San Salvador, le président Elías Antonio Saca a dit qu'il prendrait les mesures nécessaires pour éviter une éventuelle entrée sur son territoire de Luis Posada Carriles, qui quand il a été capturé en Panama voyageait avec un passeport salvadorien qui selon le président de l'époque Francisco Flores avait été acquis de manière illicite.

Le cubain résidait en territoire salvadorien. Samuel « Lewis » Navarro, chancelier en poste de Panama, a considéré hier que la décision de la présidente Moscoso de gracier les quatre anticastristes est "regrettable". Il a dit qu'avec cette mesure on donne "la même image d'inconsistance dont nous les nous avons souffert durant les dernières cinq derniers années, où d'une part on dit une chose et d'autre part on fait une autre et réellement pour nous ceci est regrettable".

Avec cette grâce se sont révélées fondées les craintes exprimées par le gouvernement de La Havane à plusieurs occasions selon quoi Panama mettrait en liberté à ces anticastristes. Le gouvernement cubain accuse Luis Posada Carriles, entre d'autres délits, d'avoir pris part à l'attentat terroriste contre un avion de Cubaine d'Aviation, au départ du Venezuela et qui avait coûté la vie à 73 personnes en 1976.